

Prométhée

numéro 84
janvier 2011

journal communiste
militant pour la construction du parti pour le socialisme



La Révolution tunisienne a commencé

Les communistes qui éditent le site *Prométhée* sont solidaires du peuple tunisien qui dans un élan fantastique vient de chasser le dictateur et continue le combat pour exiger la fin définitive de la dictature de Ben Ali, dictature avec laquelle Bouteflika entretient d'excellentes relations. Conformément aux traditions du mouvement ouvrier, nous lions le sort des peuples algérien et tunisien, qui, dans des conditions qui ne sont certes pas totalement identiques, combattent contre l'exploitation et l'impérialisme et pour la démocratie.

Un « nouveau » gouvernement tunisien vient d'être constitué. Il compte six ministres de Ben Ali aux postes clés (intérieur, défense, économie) et des ministres d'opposition à Ben Ali. C'est un ministère qui a pour but de protéger les rouages de la dictature et de tenter de maintenir l'essentiel du système. Son objectif est de gagner du temps et de faire reculer le mouvement des masses au compte de l'impérialisme. Un impérialisme inquiet, puisque Obama a déjà envoyé son conseiller pour la lutte anti-terroriste en Algérie où il a été reçu par Bouteflika pour discuter de la situation militaire dans la région, mais en réalité de la situation créée par la révolution tunisienne. Comme tous les autres dictateurs de la région, Bouteflika craint que le mouvement des masses en Tunisie se prolonge en Algérie, il vient de déployer ses forces de répression à Alger et fait arrêter un syndicaliste.

Jusqu'au bout, l'impérialisme français a soutenu son protégé Ben Ali. Le gouvernement Sarkozy a maintenu, jusqu'à la dernière minute, un appui indéfectible au régime et à son chef. La ministre des affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, allait même jusqu'à proposer l'expertise des forces de répression françaises. Mobilisé, le peuple tunisien vient d'infliger une défaite à la bourgeoisie française, défaite qui ne sera pas sans conséquences dans sa zone d'influence.

Le peuple tunisien a renversé Ben Ali pour en finir avec

tout le système de la dictature et sa politique pro-FMI. Et ceci n'est une vue de l'esprit, il y a quelques mois le président du FMI – le « socialiste » français Dominique Strauss-Kahn – était venu à Tunis féliciter Ben Ali pour sa politique économique, celle-là même contre laquelle le peuple tunisien s'est révolté.

Ce dernier ne s'est pas mis en mouvement pour avoir un gouvernement de continuité. Il manifeste toujours pour la rupture avec l'ancien régime et pour la satisfaction de toutes ses revendications. Il manifeste pour un gouvernement qui prenne toutes les mesures nécessaires à la rupture avec la dictature, ses partis, et ses hommes, pour un gouvernement populaire mettant en oeuvre une politique de reconstruction économique et sociale centré sur les besoins de la population, c'est-à-dire une politique d'indépendance vis-à-vis des impérialistes et des entreprises multinationales, tout particulièrement pour briser l'emprise de la bourgeoisie française sur la Tunisie.

Le peuple tunisien est seul en droit de décider de son sort. Il doit pouvoir discuter librement et débattre de la question de son gouvernement. C'est pourquoi il faut rétablir les libertés démocratiques élémentaires et organiser la tenue une assemblée nationale des comités de défense des quartiers, des organisations ouvrières et démocratiques qui ont combattu la dictature pour élire un gouvernement qui s'engage à préparer la convocation d'une Assemblée constituante souveraine et à défendre la révolution.

Cela constituerait un point d'appui pour le peuple algérien et pour tous les peuples de la région. De la même façon, cela constituerait un point d'appui pour les classes ouvrières des pays capitalistes qui affrontent la politique antisociale de leurs gouvernements orchestrée par le FMI et l'Union Européenne.

BAS LES PATTES DEVANT LA TUNISIE !

Algérie : un bien curieux Parti des Travailleurs

Le site du POI publie un communiqué du PT algérien sur les émeutes des jeunes. Ce communiqué ne dit pas un mot des jeunes tués par les forces de répression, et n'appelle pas à la fin de la répression et des arrestations. Il appelle le gouvernement algérien à prendre des mesures contre la crise – mesures justes – mais n'appelle en rien la population et les travailleurs à la solidarité active avec les jeunes, c'est-à-dire à descendre dans la rue.

Aucun appel à l'UGTA pour organiser le combat avec la jeunesse. Pas une seule fois le nom de Bouteflika n'est cité. Pas

une seule fois, le communiqué ne fait référence aux manifestations qui ont lieu en Tunisie et qui participent d'un même mouvement des masses de la région contre l'exploitation. Ce communiqué s'accompagne de déclarations de Louisa Hanoune reprises dans la presse algérienne.

Dans le journal *Horizons* du 8 janvier 2011, la dirigeante du PT déclare que « l'Algérie n'est pas à feu et à sang », qu'il ne s'agit « pas d'un soulèvement de toute la jeunesse » et que « le gouvernement n'a en aucun moment fait la sourde oreille aux préoccupations citoyennes ». Sur le site d'*El Hannabi*,

Louisa Hanoune déclare que « 800 000 logements sociaux ont été distribués » et « qu'il y a un début de réponse aux problèmes mais cela ne répond pas aux attentes ». Elle ajoute : « il faut être malhonnête pour nier tous les efforts de développement du gouvernement ces dernières années ».

Toujours dans *Horizons*, Louisa Hanoune affirme qu'il n'y a aucun rapport entre les émeutes de Tunisie et d'Algérie. Selon la dirigeante du PT algérien, la politique du gouvernement algérien n'est pas une politique d'austérité. Il est vrai que le 23 octobre dernier, elle déclarait que « le bilan du gouvernement est en partie positif ». On se souvient que fin novembre, à Alger, le PT algérien et le POI étaient, avec d'autres organisations, les organisateurs d'une conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation. Une conférence qui avait reçu un message du premier ministre algérien. Aujourd'hui le PT d'Algérie et le POI ne disent pas un mot de la guerre que le président Bouteflika et son gouvernement font au peuple algérien pour accroître son exploitation.

Le numéro 131 d'*Informations ouvrières*, daté du 13 janvier consacre plus d'une page à l'Algérie. Le mot répression n'est jamais utilisé. Le lecteur de ce journal ne peut y apprendre que des jeunes manifestants ont été tués par la police de Bouteflika. Il ne peut également y apprendre que, selon certains journaux

algériens, plus de 1 000 personnes ont été arrêtées et que des procès ont déjà eu lieu.

Comme la direction du PT d'Algérie, la rédaction d'*Informations ouvrières* établit une stricte séparation entre l'Algérie et la Tunisie, et refuse de lier le combat des deux peuples pour le respect de leurs droits. Comme on peut le constater, *Informations ouvrières*, qui se vante souvent d'être le seul à rapporter tous les faits nécessaires au combat de classe et à la construction d'une Internationale ouvrière, fait preuve d'une conception pour le moins étonnante de l'information, de la solidarité entre les peuples et de l'internationalisme. De même, force est de constater que la direction du POI, qui donne volontiers des leçons d'indépendance de classe, semble, c'est le moins que l'on puisse dire, pas très indépendante du gouvernement Bouteflika.

Pour notre part, conformément aux traditions du mouvement ouvrier, nous sommes totalement solidaires du peuple algérien dans son combat contre l'impérialisme, contre le FMI et l'Union européenne et pour toutes ses revendications. C'est pourquoi nous dénonçons la répression dont il est victime, et nous réclamons la libération immédiate et sans condition des tous les manifestants emprisonnés.



Site Internet :

<http://promcomm.wordpress.com>

Prenez contact avec nous,
Participez à nos activités :
promcomm@gmail.com

Date de bouclage : 18 janvier 2011

Directeur de la publication :
Emile Fabrol
ISSN : 1142-2254

Les militants et les militantes communistes qui rédigent ce journal contribuent à :

Démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Reforger une conscience politique du prolétariat sévèrement mise à mal par l'expérience des Etats dits « socialistes » et par le triste bilan des gouvernements de « gauche ».

Affirmer et défendre, en toutes circonstances, l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie.

Promouvoir la nécessaire libération du capitalisme en réaffirmant que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Faire émerger l'indispensable unité internationale du prolétariat pour en finir avec la mondialisation et ses guerres impérialistes.

Militer pour l'organisation du prolétariat « en classe et donc en parti politique ».